



# La grand-messe du climat (page 3)



De nombreux chefs d'Etat et représentants de divers pays du monde entier participent à la 29ème conférence des Nations Unies sur le changement climatique qui se déroule à Bakou, en Azerbaïdjan du 11 au 22 novembre 2024.

### INTEGRATION REGIONALE



#### EAC

La création de la monnaie unique n'est pas pour demain (page 2)

### ENVIRONNEMENT



#### Parc de la Rusizi

Le parc de la Rusizi menacé par les activités anthropiques (page 4)

### ENTREPRENEURIAT



#### Mwaro

Un jeune homme déterminé à bâtir un empire à partir de zéro (page 5)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

# Editorial Un sommet sur fond de tensions



Benjamin Kuriyo  
Directeur de publication

lutter contre la crise climatique qui s'amplifie davantage.

L'Organisation des Nations Unies attire attention sur les signes avant-coureurs. Les températures mondiales atteignent des niveaux record alors que des phénomènes météorologiques extrêmes touchent l'ensemble de la planète. Ce sommet qui se tient sur fond de tensions internationales et de guerres permet aux représentants de gouvernements, des entreprises et de la société civile de réfléchir sur des solutions concrètes

La COP29 se penche particulièrement sur la mobilisation des financements pour appuyer les pays en développement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à investir dans la résilience des populations pour protéger leurs moyens de subsistance. Les participants doivent arrêter

des stratégies pour mobiliser les ressources financières en faveur de l'écologie. Les médias internationaux rapportent que le financement des politiques environnementales est au cœur des débats. Ils proposent notamment l'introduction des taxes sur le transport aérien, maritime, l'extraction des énergies combustibles fossiles et les monnaies virtuelles – les cryptomonnaies.

Le Burundi est en proie aux effets du changement climatique. Ces derniers se manifestent à travers les catastrophes naturelles dont les inondations, les pluies torrentielles, les vents violents ou la prolongation de la saison sèche selon les régions. Les catastrophes d'une forte intensité fragilisent d'une manière répétitive les habitations, les infrastructures socio-économiques et exposent la population à une

précarité absolue. Les sinistrés se retrouvent du jour au lendemain dans une situation d'indigence parce qu'ils ont perdu leurs logements et leurs moyens de subsistance. Ils sont dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins vitaux.

Les inondations et les glissements de terrain sont à l'origine des déplacements internes de la population. Les catastrophes affectent de façon disproportionnée les femmes et les enfants vivant sur les collines du Burundi. Les autorités ont dénombré plus de 80 000 déplacés internes et plus de 300 000 personnes en besoin d'aide humanitaire entre septembre 2023 et avril 2024.

Paradoxalement, les pays du Sud subissent de plein fouet les conséquences dévastatrices du changement climatique alors qu'ils ne contribuent presque pas aux

émissions des gaz à effet de serre. Le Burundi est classé parmi les 20 pays les plus vulnérables au changement climatique à l'échelle mondiale. Les risques liés au changement climatique constituent une menace permanente pour tous les secteurs du pays. Le secteur des infrastructures est durement touché avec des pertes annuelles estimées à 30 millions USD rien que pour la plaine de l'Imbo.

D'après la Banque Mondiale, une écrasante majorité de Burundais, soit 99 % de la population n'ont pas la capacité d'adaptation nécessaire pour résister aux effets du changement climatique. Ce qui veut dire que le gouvernement devrait mobiliser des moyens conséquents pour faire face aux catastrophes naturelles.

La ville de Bakou en Azerbaïdjan abrite du 11 au 22 novembre 2024 la 29<sup>ème</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29). Les dirigeants du monde entier se réunissent en vue d'accélérer les mesures visant à

## INTEGRATION REGIONALE

# EAC : la création de la monnaie unique n'est pas pour demain

L'opérationnalisation effective de l'Union Monétaire dans les pays membres de l'East African Community se fait toujours attendre. Malgré les efforts fournis au niveau des banques centrales respectives, le projet de création de la monnaie unique prend du retard. Initialement prévue pour 2024, la monnaie unique a été ajournée de sept ans. Le temps pour que tous les pays membres se conforment aux critères de convergence fixés. Analyse



Mme Veronica Nduva, secrétaire générale de l'EAC : « La plupart des banques de la région utilisent encore des banques correspondantes étrangères pour effectuer des paiements transfrontaliers régionaux ».

En date du 15 octobre 2024, les questions adressées au ministre de la Jeunesse, de la Culture et de l'EAC relancent les débats. Gervais Abayeho a fait savoir que les pays membres de cette communauté ont du mal à se conformer aux critères de convergence. « L'évaluation faite en mars 2023 a révélé qu'aucun Etat membre de la région ne remplissait les critères macro-économiques pour utiliser la monnaie unique ». Ainsi, il a été décidé de poursuivre les préparatifs jusqu'en 2031.

Par ailleurs, une rumeur de mauvais goût sur la mise en circulation d'une monnaie unique pour la région EAC a été diffusée sur les

réseaux sociaux en mars 2024. Cette fausse information a été vite démentie par le secrétariat de la Communauté d'Afrique de l'Est. Dans un communiqué diffusé sur sa page X anciennement Twitter, le secrétariat a indiqué que le processus d'introduction de la nouvelle monnaie est toujours en cours. « Le cheminement des Etats partenaires vers une monnaie unique est un travail en cours. Veuillez ignorer toute rumeur concernant le dévoilement de nouveaux billets pour la région ».

### Quid des critères de convergence ?

Les Etats membres doivent harmoniser leurs politiques monétaires et mettre en place les institutions nécessaires pour parvenir à une monnaie unique pour la région. Le chantier doit respecter certains critères avant de frapper les billets estampillés EAC. Ainsi, les pays membres de ce bloc régional doivent stabiliser le taux d'inflation à 8 % sur au moins trois mois, réduire le déficit budgétaire jusqu'à 3% du PIB, maintenir la dette publique à un seuil fixé à 50 % du PIB et enfin avoir un stock de réserves de change pour financer les importations sur une période de 4,5 mois.

Les principaux avantages de

l'union monétaire sont entre autres : la réduction des coûts des transactions, l'économie des réserves internationales, l'élimination du risque de change et l'harmonisation des prix à l'échelle régionale.

### Une étape cruciale mais...

A côté de l'union douanière et du marché commun, l'instauration de la monnaie unique constitue une étape cruciale pour aspirer à l'intégration effective. Le protocole EAMU-Eastern Africa Monetary Union qui a été signé à Kampala en novembre 2013 devrait durer 10 ans.

Pratiquement, la monnaie unique devrait exister dès janvier 2024, mais la communauté évolue dans un environnement économique et géopolitique très instable. A l'époque l'EAC, comptait six membres mais, actuellement, le groupe compte 8 pays. Les nouveaux venus apportent un paquet de défis dans la communauté handicapant ainsi ses performances.

Pour le cas du Burundi, le retard de la mise en œuvre du protocole sur l'Union douanière et la détérioration des indicateurs macro-économiques tels que le taux d'inflation, le déficit global du Budget et les réserves de change handicapent le processus d'intégration. L'inflation est passée de 18,8% en 2022 à 27,1% en 2023. Les experts de la Banque Africaine de Développement (BAD) estiment que l'inflation est due la hausse des prix des produits alimentaires (37,2%) aggravée par la faiblesse de la production agricole et la dépréciation de 38,5 % du franc burundais par rapport au dollar américain.

Sur la même période, le déficit budgétaire s'est creusé, pour atteindre 5,3% du PIB en 2023. Selon le Fonds monétaire international (FMI), le risque de surendettement extérieur reste élevé. Dans ce contexte, la dette publique du Burundi dépasse 72% du PIB en 2023.

### La convertibilité des monnaies, une alternative

En date du 17 mars 2023, les Gouverneurs des Banques Centrales réunis en conclave à Bujumbura ont signé un Addendum au Memorandum d'Entente de 2014 sur la convertibilité et le rapatriement des monnaies respectives de la CEA. « La signature de cet addendum ouvre la voie pour le Burundi d'intégrer le système régional de paiement de la CEA et de permettre les paiements transfrontaliers en utilisant les monnaies respectives de cette Communauté », informe la Banque de la République du Burundi (BRB).

La Banque centrale a rassuré l'opinion que les procédures d'intégration effective du Burundi au système régional de paiement (East African Payment System -EAPS) sont en cours arguant que les préalables techniques exigés étaient en cours de finalisation. Une année après, le vœu des pays membres de cette communauté d'utiliser leurs monnaies respectives pour assurer les échanges commerciaux n'a pas été concrétisé. La secrétaire générale de l'EAC salue les progrès réalisés en matière de paiements transfrontaliers même si le gap reste important. Ainsi, « le transfert d'argent d'un Etat partenaire à un autre reste coûteux et trop lent. En même temps, l'interopérabilité des systèmes de paiement numérique au niveau régional fait défaut ». Mme Veronica Nduva fait savoir que l'adoption du système de paiement de l'Afrique de l'Est (EAPS) a été très faible. En conséquence, la plupart des banques de la région utilisent encore des banques correspondantes étrangères

pour effectuer des paiements transfrontaliers régionaux.

### Une intégration à double vitesse

La région rassemble des pays qui affichent des performances économiques dont la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda qui se montrent plus ou moins résilients par rapport au contexte économique mondial. Cependant, d'autres pays tels que la Somalie, le Burundi et le Soudan du Sud éprouvent d'énormes difficultés économiques et financières pour peser sur l'échiquier régional.

Les perspectives économiques de la Banque Afrique de Développement (BAD) montrent des signaux positifs pour la relance de l'économie burundaise. Les projections macro-économiques tablent sur une croissance économique de 4,6% en 2024 et de 5,9% en 2025. Une croissance stimulée par l'investissement dans le secteur minier et l'investissement public. Le pays demeure vulnérable par rapport aux chocs extérieurs et aux aléas climatiques. Une moindre détérioration du contexte politique et sécuritaire du pays ainsi que la faible mobilisation des financements pourraient compromettre ces perspectives. Ainsi, le Burundi doit poursuivre les réformes économiques et financières soutenues par ses partenaires.

Benjamin Kuriyo

**BurundiEco**  
Hébergement socio-économique gratuit

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design Imprimerie

Référence CNC : 100/CNC/236/2012  
Parution le vendredi  
Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo  
Rédacteur en chef adjoint : Mélance Maniragaba  
Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 15 Novembre 2024		
Sources : BRB/www.brb.bi		
Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2884	2930
Euro	3040	3089
Shi. Kenyan	22,3160	22,6759
Shi. Tanzanien	1,0843	1,1018
Shi. Ougandais	0,7859	0,7986
Fr Rwandais	2,1171	2,1513

# COP 29 : Le manque de financement handicape les pays en développement

La 29<sup>ème</sup> conférence des Nations Unies sur le changement climatique se déroule actuellement à Bakou, en Azerbaïdjan, depuis le 11 novembre 2024. De nombreux chefs d'Etat et représentants de divers pays du monde entier participent à cet événement, y compris une délégation du Burundi. La question de l'insuffisance des financements soulève des préoccupations



Selon une étude menée par l'ONU, le Burundi subit une perte annuelle de plus de 80 millions USD en raison des aléas liés au changement climatique.

L'un des principaux obstacles auxquels sont confrontés les pays en développement pour lutter contre les conséquences du changement climatique est le manque de financements. Cette problématique a été soulignée par les représentants des pays participants africains lors de la COP 29. Organisée à Bakou, en Azerbaïdjan, du 11 au 22 novembre 2024, cette conférence réunit de nombreux chefs d'Etat et représentants de divers pays à travers le monde dont Prosper Bazombanza, vice-président de la République du Burundi.

La question de l'assistance financière aux pays en développement constitue un enjeu crucial dans le cadre de la lutte contre le changement climatique. Il est prévu que ce sujet soit abordé dans les conclusions de la conférence. En parallèle, la lutte contre le réchauffement climatique et ses conséquences figure sur l'agenda de cet événement. « Les pays en développement ne peuvent pas repartir les mains vides », a averti Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU. Il a également exhorté les acteurs du changement

climatique, notamment les pays riches à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, Guterres a souligné que les pays en développement qui souhaitent agir contre le changement climatique se heurtent à de nombreux obstacles tels que l'insuffisance des finances publiques insuffisantes, le coût prohibitif du capital, la fréquence croissante des catastrophes climatiques et un service de la dette qui pèse lourdement sur les budgets nationaux.

## L'augmentation de l'aide financière, une nécessité impérieuse

Les pays développés et les pollueurs portent une responsabilité majeure dans la crise climatique. Pour cela, ils doivent assumer leur juste part, a estimé Faure Gnassingbé, le Président du Togo. Il a appelé à l'aide les nations riches pour faire face à cette crise, conformément aux engagements pris dans les accords

internationaux.

Il est également crucial que le montant alloué à l'appui des pays en développement dans leur lutte contre le changement climatique soit sensiblement augmenté d'ici 2030. A lui seul, le continent africain a sollicité 1 300 milliards USD par an jusqu'à cette échéance. « Nous ne voulons pas que cet objectif reste un simple chiffre politique, une référence qui sonne bien, mais qu'il reflète réellement les besoins des pays en développement », a indiqué Tosi Mpanu Mpanu, négociateur de la République Démocratique du Congo à la COP. Pour le groupe des pays africains, il est essentiel de respecter les objectifs de l'Accord de Paris qui vise à limiter la hausse des températures à 1,5°C d'ici la fin du siècle.

Ces fonds devraient principalement permettre aux pays les plus pauvres d'effectuer leur transition vers les énergies renouvelables. Ils devraient également les aider à s'adapter au changement climatique afin de mieux résister à ses effets tout

en visant à réparer les dommages causés par des événements climatiques extrêmes tels que les inondations, les sécheresses et les cyclones dont la fréquence ne cesse d'augmenter.

## Un faible accès aux financements climatiques pour l'Afrique

Selon la Banque Africaine de Développement (BAD), le continent africain ne reçoit que 3 % des flux financiers mondiaux dédiés au climat. Face à cette réalité, les pays africains soulignent l'importance d'améliorer leur accès à ces financements cruciaux. Dans un contexte de lourdes dettes qui pèsent sur de nombreuses nations africaines, il devient impératif que ces fonds soient principalement distribués sous forme de dons plutôt que de prêts qui impliquent un remboursement avec intérêts.

« Nous espérons qu'une fois mobilisés, ces financements bénéficieront de meilleures conditions de déboursement car, souvent, bien que l'argent soit disponible, nous n'avons pas la possibilité d'y avoir accès », a indiqué Tosi Mpanu Mpanu.

## Une situation alarmante pour le Burundi

Le Burundi reconnu comme l'un des 20 pays les plus vulnérables au changement climatique subit chaque année des pertes économiques dépassant 80 millions USD, selon une étude présentée par l'ONU. Cette révélation a été faite lors de l'émission "ONU Actualité" diffusée sur la Radio Télévision Isanganiro le 6 novembre 2024. Ces pertes considérables constituent un

frein majeur au développement du pays, aggravant ainsi la précarité des conditions de vie pour de nombreuses personnes.

Des catastrophes naturelles telles que les inondations, les glissements de terrain et les cyclones se produisent fréquemment, particulièrement en raison du changement climatique. Les populations les plus affectées sont les enfants, les femmes, les personnes âgées et celles en situation de handicap. Environ 80 000 personnes touchées par les inondations et la montée des eaux du lac Tanganyika nécessitent actuellement une assistance urgente, d'après les agences des Nations Unies. Face à cette crise, ces agences ont appelé le gouvernement burundais à adopter des mesures d'atténuation pour contrer les effets dévastateurs du changement climatique.

Pour répondre aux défis posés par le changement climatique, l'une des initiatives évoquées est le Plan national de résilience aux catastrophes prévu pour être mis en œuvre entre 2024 et 2027. Ce projet nécessite un financement de plus de 170 millions de dollars. Cependant, les représentants des missions de l'ONU ont souligné que les ressources actuellement disponibles sont limitées, constituant un obstacle majeur à l'atteinte de cet objectif. Ils ont réaffirmé leur volonté de mobiliser leurs partenaires et donateurs afin de réduire le déficit entre les besoins humanitaires et l'offre d'assistance.

Jonathan Nzoyibonera

## COMMERCE

### Mwaro

# La cherté de la vie inquiète la population

Les habitants rencontrés au chef-lieu de la province Mwaro alertent du fait que le coût de la vie devient de plus en plus cher. Cela est illustré par les prix des produits de première nécessité qui augmentent du jour au jour. Ils invitent le gouvernement à prendre des mesures conséquentes pour inverser la tendance. Sinon, leur avenir est incertain



Les prix exorbitants compliquent les conditions de vie des habitants du chef-lieu de la province Mwaro.

Le coût de la vie devient de plus en plus cher à Mwaro, alertent les habitants rencontrés au chef-lieu de la province Mwaro mercredi le 13 novembre 2024.

Selon ces derniers, cela est occasionné par la hausse des prix des produits de première nécessité. Comme l'a constaté Burundi Eco, un kg de riz s'achète à 4500 FBu, celui du haricot de type kirundo à 3300 FBu, celui de la farine de maïs à 2800 FBu, celui de la farine de manioc à 1500 FBu, celui des grains de maïs à 2500 FBu, celui de oignons rouges ou blancs à 2500 FBu.

Une bouteille de Kinju pleine d'huile de palme se vend à 10 000 FBu. Un kg de pommes de terre se vend entre 2000 FBu et 2200 FBu.

Ces prix exorbitants compliquent alors les conditions de vie des habitants du chef-lieu de la province Mwaro. « Nous sommes à huit dans ma famille. Pour les nourrir, je dois toujours dépenser un montant de 20 000 FBu par jour », explique un enseignant habitant au quartier Kagoma de la province de Mwaro. Actuellement, un billet de 10 000 FBu ne vaut rien, déplore-t-il.

## Que le gouvernement prenne des mesures conséquentes pour stabiliser les prix

Ce quinquagénaire et fonctionnaire de l'Etat appelle le gouvernement à prendre des mesures urgentes pour stabiliser les prix sur le marché.

Sinon, il fait savoir que l'avenir de la population devient de plus en plus incertain. Selon lui, il se crée un grand déséquilibre entre les revenus des ménages et les prix des produits, car les salaires n'augmentent pas au même rythme que les prix des produits de première nécessité.

## Que disent les commerçants ?

Les commerçants rencontrés au marché de Mwaro font savoir que la hausse des prix des produits est causée par le coût des devises qui ne cesse d'augmenter. Plus le USD grimpe, plus la monnaie locale perd de la valeur.

Selon ces derniers, cela est exacerbé par la production qui ne peut pas satisfaire la demande qui devient de plus en plus élevée. Tout le monde veut compter sur la production des paysans constitués en grande partie par les parents.

Ce sont eux qui sont restés à la maison. Il est rare de trouver des jeunes qui se lancent activement dans l'agriculture. Cette tâche a été confiée aux parents qui n'ont ni la force ni les moyens suffisants pour produire de grandes quantités de denrées alimentaires et satisfaire les consommateurs.

## Il y a un grand déséquilibre entre l'offre et la demande

Le gouverneur de la province de Mwaro Gaspard Gasanzwe explique que c'est le déséquilibre entre l'offre et la demande qui est à l'origine de la cherté des prix des produits de première nécessité.

Les commerçants viennent en grande pompe au marché de Mwaro tous les mercredis, les vendredis et les dimanches pour s'approvisionner et acheminer les produits dans la capitale économique Bujumbura. Les véhicules de type Probox sont toujours surchargés des produits tels que les patates douces, les pommes de terre, les maniocs, les maïs, les haricots, les avocats, etc pour ensuite être acheminés vers Bujumbura- Mairie. Selon lui, cela aggrave alors la cherté des produits à Mwaro.

Sinon, il conclut que la population vaque à ses activités quotidiennes pour produire et trouver de quoi manger et de l'argent.

Jean Marie Vianney Niyongabo

# StarTimes lance ses promotions de fin d'année

Les fêtes de fin d'année approchent à grands pas. Afin de satisfaire au mieux ses clients durant cette période tout en leur permettant de profiter des programmes diffusés sur les différentes chaînes, StarTimes propose des promotions classées en trois catégories



*Selon Longin Bizimana, directeur marketing de StarTimes, du 15 novembre au 31 décembre 2024, StarTimes propose des promotions attrayantes à ses abonnés, surtout sur les décodeurs, les recharges et l'application.*

Du 15 novembre au 31 décembre 2024, StarTimes propose des promotions attrayantes à ses abonnés pour célébrer les fêtes de fin d'année. Ces promotions se classent en trois catégories, à savoir : les décodeurs, les recharges et l'application. Longin Bizimana, directeur marketing de StarTimes fait savoir que les prix sont accessibles.

En ce qui concerne les décodeurs, chaque achat requiert la souscription à un bouquet de chaînes. Les clients ont la possibilité de choisir parmi plusieurs options. Pour les décodeurs DTH, trois bouquets sont disponibles : le bouquet Nova à 13 000 FBu, celui Basic à 25 000 FBu et le bouquet Classic à 45 000 FBu. Pour les décodeurs DTT, les abonnés peuvent sélectionner le bouquet Super à 45 000 FBu, le bouquet Classic à 36 000

FBu et celui Basic à 20 000 FBu.

Angleterre, etc.

Bizimana affirme que les décodeurs StarTimes proposent une large gamme de choix s'adressant à différents publics comme des divertissements pour enfants, des films pour femmes et des événements sportifs pour hommes. Parmi les compétitions accessibles, on retrouve la Liga espagnole, la Bundesliga allemande et des coupes nationales telles que la Copa del Rey en Espagne, la Carabao Cup en

## Promotions de recharge

Les promotions de recharge sont réservées aux clients existants. En rechargeant leurs comptes pour deux mois, les abonnés bénéficient automatiquement d'un accès à un bouquet supérieur. Par exemple, en rechargeant pour deux mois le bouquet DTH Nova de 13 000 FBu, ils auront accès au bouquet Basic d'une valeur de 25 000 FBu pendant

deux mois. De même, une recharge de deux mois pour le bouquet Basic de 25 000 FBu permet d'accéder au bouquet Classic de 45 000 FBu pour la même durée. Pour le bouquet Classic, aucune offre supérieure n'est disponible. Cependant, un achat de deux mois offre un bonus de 10 jours. Ce qui totalise 70 jours de visionnage comme l'indique Bizimana.

En outre, les promotions liées aux décodeurs DTT suivent les mêmes principes que celles des décodeurs DTH. En rechargeant pour deux mois, les abonnés obtiennent également l'accès à un bouquet supérieur en plus d'une prolongation de 10 jours pour le bouquet Super qui est le plus avantageux.

Le directeur marketing de StarTimes souligne que ces initiatives ont pour objectif de rendre les périodes de fin d'année encore plus joyeuses pour tous les abonnés de la plateforme.

## Promotion innovante pour son application mobile

La troisième offre mise en avant par StarTimes concerne son application mobile qui permet aux utilisateurs de profiter de la télévision à distance. Disponible depuis plusieurs années, cette application

a une fonctionnalité séduisante. Du 15 novembre au 31 décembre 2024, les abonnés disposant d'un décodeur pourront connecter jusqu'à trois dispositifs Android permettant ainsi à chaque membre de la famille de regarder des chaînes différentes simultanément. Cela signifie qu'un chef de famille et ses proches peuvent bénéficier d'une variété de programmes selon leurs préférences respectives. Avec un seul décodeur, une famille a la possibilité de suivre jusqu'à trois chaînes distinctes.

Les décodeurs sont disponibles au siège de StarTimes (au Boulevard Patrice Lumumba no 9) ainsi qu'à ses agences situées à la Gare du Nord, à Jabe près du marché et à Buyenzi, en bas du marché de Ruvumera. De plus, des agences de StarTimes sont présentes dans toutes les provinces du Burundi. Ce qui facilite l'accès à ses services.

Bizimana encourage les clients à se procurer les décodeurs StarTimes en mettant en avant la qualité des images, le rapport qualité-prix ainsi que la simplicité d'accès, de transport et d'installation. Ces promotions font de StarTimes un choix privilégié pour les passionnés de télévision au Burundi.

## ENVIRONNEMENT

# Le parc de la Rusizi menacé par les activités anthropiques

Le parc de la Rusizi est menacé par les activités agricoles et funéraires. Pour limiter les dégâts, l'administration et l'OBPE rappelle la population à l'ordre. Le gouvernement a lancé déjà des activités de délimitation du parc. Et pas mal d'activités de valorisation de cette richesse du pays sont prévues. Les détails dans ce numéro



*Le parc de la Rusizi est sous la menace des activités anthropiques. On y trouve de grandes étendues de champs de cultures diversifiées.*

Le parc de la Rusizi est sous la menace des activités anthropiques. Comme l'ont constaté les journalistes environnementalistes, ce parc situé dans la commune de Gihanga est menacé par les activités agricoles.

On y trouve de grandes étendues de champs de cultures diversifiées. Une autre menace non négligeable est constituée par le cimetière de Mpanda situé à cet endroit qui grignote progressivement l'étendue du parc. Ce qui est inquiétant est que cela se fait au vu et au su des administratifs.

Les gardes forestiers trouvés sur place ne nient pas les faits. «Nous nous présentons toujours dans ce parc pour lutter contre les gens qui ont tendance à dégrader ce parc en y pratiquant des activités agricoles. Pourtant, nos efforts sont limités. Nous ne parvenons plus à les chasser. Nous nous retrouvons avec des champs de différentes cultures », expliquent-ils.

## Le personnel de protection du parc de la Rusizi insuffisant

Parmi les raisons qui expliquent

cette menace liée aux activités anthropiques, il y a l'insuffisance des effectifs des gardes forestiers qui n'est pas suffisant. Actuellement, seulement 4 gardes forestiers dont trois hommes et une dame assurent la protection du secteur Palmeraie.

Ils indiquent qu'il est difficile de parcourir plus de 5000 ha par jour pour seulement le secteur Palmeraie. Malgré pas mal de défis liés à leur effectif insuffisant et au manque de matériels adaptés à la sécurité, ils précisent qu'ils sont toujours à l'œuvre dans leur mission de protéger le parc de la Rusizi. La preuve est que pas mal de matériels utilisés par les destructeurs de ce parc ne cessent d'être saisis. Ce sont entre autres les houes, les machettes et les bicyclettes.

## Un environnementaliste appelle le gouvernement à prendre des mesures strictes

Innocent Banirwananzigo, environnementaliste appelle le gouvernement à prendre des mesures strictes pour protéger ce parc, car il est menacé à tous les niveaux. Il cite comme menaces principales les activités champêtres et funéraires ainsi que les inondations.

Parmi les actions à entreprendre dans l'urgence, il évoque l'augmentation du personnel chargé de la protection du parc de la Rusizi et l'implication des forces de défense et de sécurité. De plus, il demande la délocalisation immédiate du cimetière situé dans ce parc.

## Plus de 30 pompes funèbres dans le parc de la Rusizi

L'administrateur de la commune de Gihanga affirme que le parc de la Rusizi est menacé. Déjà, on arrive à plus de 30 pompes funèbres qui effectuent des activités funéraires dans ce parc. Pourtant, il fait remarquer qu'il doit être protégé, car il contribue à l'atténuation des effets du changement climatique.

## Attention à sa disparition

Le directeur général de l'Office Burundais pour la Protection de l'Environnement (OBPE) insiste sur la protection du parc de la Rusizi, car s'il advenait qu'il disparaisse, les conséquences seraient fâcheuses.

La rivière Rusizi serait aussi affectée. Il y a risque de tarissement de cette rivière, car il y a une relation entre les eaux de la rivière Rusizi et la nappe phréatique dudit parc qui est située à moins de deux mètres.

De plus, il y aura diminution des quantités de poissons vivant dans le lac Tanganyika, car des études réalisées par l'OBPE en collaboration avec un institut Belge qui produit des études scientifiques montrent qu'il y a une relation entre la quantité des poissons vivant dans le lac Tanganyika et les hippopotames vivant dans la rivière Rusizi et le lac Tanganyika.

Il a été découvert que la bouse des hippopotames désinfecte la zone de frayère, là où les poissons pondent des œufs pour se reproduire.

De plus, l'envahissement de ce parc va aggraver les effets du

changement climatique dans la commune Gihanga. Déjà, 4 collines de ladite commune sont menacées par le déficit hydrique.

C'est la raison pour laquelle, il demande à tout le monde d'être unanime quant à la protection du parc de la Rusizi pour limiter les dégâts. Pour le moment, on a lancé les travaux de délimitation de tout le parc de la Rusizi pour matérialiser la volonté du gouvernement de protéger cette richesse du pays.

## Quid des activités prévues pour tirer profit du parc de la Rusizi?

Et d'ajouter que le parc de la Rusizi attire les touristes. Pour le valoriser et essayer de tirer profit de ce dernier, il fait remarquer qu'il est prévu de réhabiliter le bureau du parc de la Rusizi qui a été pour le moment mis à mal par les inondations causées par la montée des eaux du lac Tanganyika couplée avec le débordement de la rivière Rusizi.

On va aussi construire dans ce parc une zone d'observation et doter de l'OBPE d'un bateau motorisé pour permettre aux visiteurs de contempler la biodiversité du parc de la Rusizi et du lac Tanganyika. On compte aussi tracer des pistes d'accès dans le parc de la Rusizi pour faciliter la circulation des visiteurs qui s'y rendent en véhicules.

Notons que le parc de la Rusizi est constitué de deux secteurs à savoir le Palmeraie et le Delta. Il s'étend sur une superficie de 10 673 ha.

Jean Marie Vianney Niyongabo

## Reprise des activités de refinancement des secteurs porteurs de croissance

# Une requête cruciale de l'ABEF

L'Association des Banques et Établissements Financiers (ABEF) demande la reprise des activités de refinancement des secteurs porteurs de croissance pour permettre aux entreprises de bénéficier des crédits à des taux réduits. Cela émane de l'évaluation faite par l'ABEF. C'était à l'occasion de son événement trimestriel baptisé Café Banque et Finance tenu ce 8 novembre 2024 au Donatus Conference Center



Les participants à l'occasion de l'événement trimestriel baptisé Café Banque et Finance organisé par l'ABEF.

Depuis 2019, la mise en place du mécanisme de refinancement des secteurs porteurs de croissance par la Banque de la République du Burundi (BRB) a permis au secteur bancaire d'assumer pleinement son rôle d'intermédiation dans l'économie nationale. Ce mécanisme, offrant aux banques commerciales un accès à des financements à un taux préférentiel de 1% à 2%, avec un taux de sortie plafonné à 8%, a dynamisé les investissements dans des secteurs clés tels que l'industrie, l'infrastructure, l'agro-industrie, et l'immobilier, et a contribué à renforcer la diversification économique du pays.

En facilitant l'accès aux financements, le dispositif a dynamisé les investissements dans des secteurs prioritaires essentiels pour atteindre les objectifs de la Vision 2040 (Burundi émergent) et de la Vision 2060 (Burundi développé).

L'évaluation du mécanisme de refinancement des secteurs porteurs de croissance intervient dans un contexte où l'accès à cette facilité essentielle pour stimuler les investissements est depuis fin 2022 restreint au secteur agro-pastoral alors que l'augmentation des encours dans toutes les catégories de crédits (court, moyen et long terme) entre 2018 et 2022 en souligne l'efficacité.

### Pourquoi une évaluation de cette mesure de politique monétaire ?

Dans le but d'ajuster la politique monétaire aux orientations stratégiques du Pays, telles que retracées dans le Plan National de Développement 2018-2027, en tant qu'outil privilégié de planification à moyen et long terme de l'économie burundaise, la Banque de la

République du Burundi a annoncé en novembre 2018 et implémenté de puis le second semestre de 2019 de nouvelles mesures de politique monétaire en vue de soutenir les investissements dans les secteurs prioritaires et porteurs de croissance.

Ces mesures portaient sur l'assouplissement des conditions de refinancement du secteur bancaire et de la microfinance, qui financeraient, à des taux raisonnables et relativement bas, les secteurs porteurs de croissance, particulièrement pour les activités orientées vers la substitution aux importations, la promotion des exportations, le développement du tissu industriel au Burundi et l'immobilier.

Néanmoins, en décembre 2022, la BRB a restreint le refinancement pour tous les secteurs, à l'exception de l'agro-pastoral, afin de contenir l'excès de liquidité bancaire, de lutter contre la hausse des prix, et de soutenir les réformes visant la modernisation de la politique monétaire et de change.

Quel a été l'impact de cette politique d'assouplissement ? Quelles conséquences prévisibles de sa suspension ?

### Un espoir mêlé à des incertitudes.

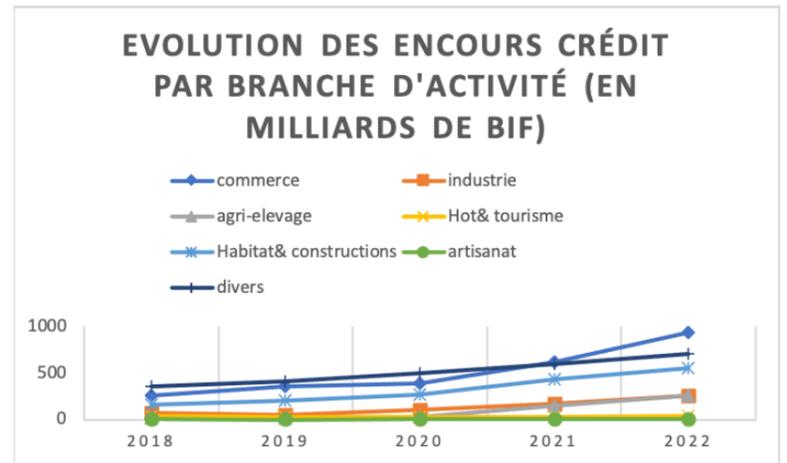
Au fil des dernières années, l'encours des crédits dans les différents segments de maturité a montré une augmentation significative, reflet de l'accroissement du soutien financier aux entreprises et de l'évolution des besoins de

financement de l'économie. Cette croissance du volume de crédit à l'économie résulte en grande partie de la politique mise en place par l'autorité monétaire pour stimuler le financement des secteurs porteurs de croissance. En facilitant l'accès aux financements de long terme, cette politique a permis l'émergence de nombreux projets bancables qui n'auraient pas pu voir le jour avant l'introduction de ces mécanismes en 2019.

Pour les entrepreneurs qui avaient fondé leur expansion sur cette facilité, l'avenir est désormais incertain. Ils doivent repenser leurs perspectives de croissance et réajuster leurs plans d'affaires, alors même qu'ils devraient être en pleine course vers les objectifs de développement fixés pour 2040 et 2060.

### Pourquoi cette autoévaluation ?

Le secteur bancaire a initié cette évaluation pour sensibiliser les plus hautes autorités, ainsi que la Banque de la République du Burundi, sur les effets de la suspension du mécanisme de refinancement pour les secteurs non agricoles. La décision de limiter ce soutien au seul secteur agricole en décembre 2022 présente des risques majeurs pour l'économie : de nombreux projets structurants dans l'industrie, l'infrastructure et l'immobilier sont menacés d'interruption en raison de l'absence de financements préférentiels. Ces projets jouent pourtant un rôle central dans la création d'emplois, l'amélioration des infrastructures et le renforcement de la résilience économique. En stoppant leur développement, il est probable que le cadre macroéconomique



Toutes les branches d'activité avaient enregistré une progression entre 2018 et 2022.

du Burundi soit fragilisé, compromettant la dynamique de croissance amorcée ces dernières années.

Cette évaluation ambitionne d'établir une feuille de route pour renforcer les impacts positifs des financements préférentiels dans le cadre du mécanisme de refinancement. Elle repose sur la conviction que le secteur bancaire, en tant que partenaire de développement, est un levier essentiel pour atteindre les objectifs de la Vision Burundi 2040-2060 et ceux du PND 2018-2027, en promouvant une croissance inclusive et en soutenant des projets structurants pour une transformation économique durable.

### Quelles perspectives pour le secteur bancaire et les opérateurs économiques ?

1. Les avancées réalisées en trois années d'implémentation de la politique de refinancement étaient prometteuses. La facilité a permis au secteur bancaire d'injecter dans les différentes branches d'activités des financements importants :

2. Les données issues de l'évaluation montrent un impact significatif dans plusieurs secteurs et mettent en avant la pertinence de ce mécanisme pour stimuler le développement économique

2.1. Concentration des Investissements dans des Secteurs Stratégiques : Le secteur bancaire a financé 483 projets pour un total de 539,8 milliards de BIF. La répartition de ces financements a privilégié des secteurs moteurs comme l'industrie (45% du total des

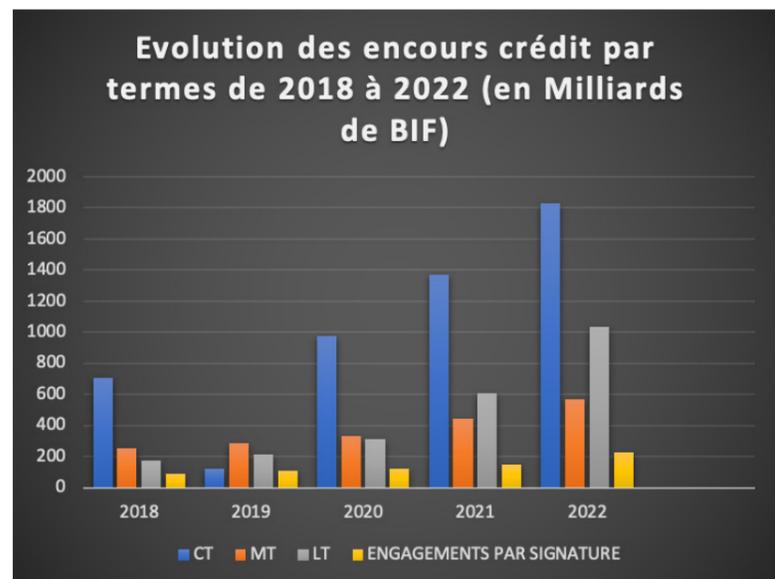
financements, soit 243,4 milliards de BIF), l'immobilier (15%, soit 81 milliards de BIF), et l'infrastructure (9,8%, soit 53,2 milliards de BIF). Ce soutien a permis d'accélérer le développement de projets essentiels pour la transformation économique.

2.2. Création d'Emplois et Dynamisation des Régions : Les projets financés dans l'agro-industrie, l'élevage et les infrastructures ont contribué à la création d'emplois directs et indirects, particulièrement en milieu rural. Cela a renforcé la résilience des communautés locales, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté et à une meilleure inclusion économique.

2.3. Capacité d'Identification des Promoteurs Crédibles : Grâce à une gestion renforcée de la relation client (GRC), les banques ont su identifier des promoteurs de projets crédibles et porteurs de forte valeur ajoutée. Ces projets, bien que prometteurs, nécessitent un accompagnement constant pour aboutir. La suspension de la politique de refinancement en décembre 2022 a cependant limité cette capacité d'accompagnement, car les financements à taux préférentiels ne sont plus disponibles pour de nombreux secteurs hors agriculture.

2.4. Risque de Stagnation des Projets Financiers : L'arrêt du mécanisme de refinancement met en péril la viabilité des projets en cours, certains promoteurs n'ayant pas la capacité de s'endetter à des taux d'intérêt standards (au-delà du taux plafond de 8% qui était appliqué dans le cadre de ce mécanisme). L'éventualité d'une interruption des projets financés pourrait avoir un effet négatif non seulement sur les entreprises impliquées, mais également sur l'économie nationale dans son ensemble.

Cet événement avait réuni des acteurs du secteur financier y compris les partenaires au développement dont la Banque mondiale, le FMI et la BAD. Le Gouvernement du Burundi était également présent à travers le Ministère en charge des Finances. Des recommandations ont été formulées et l'ABEF a sorti une déclaration reprenant son engagement et son plaidoyer avant la clôture des activités.



Source : ABEF/Données compilées sur base des statistiques de la BRB

Secteur	Nombre de Projets	Montant (millions de BIF)	% du Total
Agriculture	62	17 934	3.32%
Industrie	39	243 418	45.09%
Infrastructure	69	53 201	9.85%
Hôtellerie	32	28 539	5.28%
Élevage	63	17 700	3.28%
Immobilier	209	81 062	15.02%
Services	2	2 450	0.45%
IMF	7	95 525	17.70%
Total	483	539 829	100%

NIF: 4000002529  
B.P : 7288 Bujumbura - Burundi  
Chaussée Prince Louis Rwagasore,  
Immeuble Ndamama | Bujumbura  
+257 22 25 22 82 | +257 22 25 72 46  
www.abef.bi | abef-burundi  
info@abef.bi | AbefBurundi

NIF: 4000002529  
B.P : 7288 Bujumbura - Burundi  
Chaussée Prince Louis Rwagasore,  
Immeuble Ndamama | Bujumbura  
+257 22 25 22 82 | +257 22 25 72 46  
www.abef.bi | abef-burundi  
info@abef.bi | AbefBurundi

### DÉCLARATION DE L'ASSOCIATION DES BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS DU BURUNDI LORS DE LA DEUXIÈME ÉDITION BANQUE ET FINANCES

**Introduction**

Depuis l'introduction du mécanisme de refinancement des secteurs porteurs de croissance en 2019 par la Banque de la République du Burundi (BRB), le secteur bancaire a joué un rôle crucial en tant que catalyseur de développement économique. Grâce à l'accès à des financements à taux préférentiel, les banques ont pu accorder des crédits à des conditions favorables, plafonnés à un taux de 8%. Cela a permis de dynamiser les investissements dans des secteurs stratégiques tels que l'industrie, l'infrastructure, l'agro-industrie et l'immobilier, qui soutiennent la Vision 2040 du Burundi en tant que pays émergent et la Vision 2060 d'un pays développé.

**État des Lieux**

L'évaluation des résultats est élogieuse : 483 projets ont été financés pour un total de 539,8 milliards de BIF. Ces chiffres témoignent de l'engagement du secteur bancaire à soutenir la diversification économique et à favoriser la création d'emplois.

**Défis**

L'arrêt du mécanisme de refinancement a entraîné des difficultés accrues pour le secteur bancaire et les promoteurs de projets. Sans ce soutien, les projets sont financés à des taux d'intérêt plus élevés, compromettant leur viabilité et, par conséquent, ralentissant l'élan de croissance amorcé ces dernières années. Cette situation risque de créer une stagnation économique et de freiner le développement des secteurs porteurs de croissance.

**Engagements de l'ABEF**

L'ABEF s'engage à continuer de jouer un rôle de premier plan dans le soutien et l'accompagnement des initiatives de développement économique. Nous nous engageons à renforcer la coopération avec les institutions financières, le gouvernement et les partenaires au développement pour assurer la mise en place de conditions favorables à l'investissement. L'ABEF continuera à promouvoir des solutions innovantes et des pratiques bancaires responsables afin de maximiser l'impact des financements sur la croissance inclusive et la résilience économique du Burundi.

**Plaidoyer de l'ABEF**

Le secteur bancaire réitère le plaidoyer pour la réintroduction de ce mécanisme, indispensable pour garantir un soutien continu aux projets essentiels à la modernisation de l'économie burundaise. Cette initiative s'inscrit dans notre engagement à aligner nos actions sur les axes stratégiques du Plan National de Développement (PND) 2018-2027 et à contribuer de manière significative à la transformation économique durable du Burundi.

Nous appelons le Gouvernement, la Banque centrale et les partenaires au développement pour la mobilisation des instruments et outils d'accompagnement notamment les sources en devises et le renforcement des capacités et la transparence dans l'affectation des moyens.

Ensemble, continuons à bâtir un Burundi prospère et inclusif.

Bujumbura, le 8 Novembre 2024  
Roger Guy Ghislain NTWENGUYE  
Président de l'ABEF

BANCOBU | BBICI | BCAB | BCB | BGF | BHB | BIDF | BIJE | BNDE | CRDB | DTB | ECOBANK | FINBANK | IBB | KCB

## ENTREPRENEURIAT

# Tharcisse Sentore : Un jeune homme déterminé à bâtir un empire à partir de zéro

Les jeunes cherchent activement des solutions pour lutter contre le chômage. C'est le cas de Tharcisse Sentore, un jeune commerçant originaire de la province de Mwaro, qui a développé une approche inédite pour créer son propre emploi. Parti de zéro, son capital s'élève actuellement à plus d'un million de FBu. Il a pour ambition de mettre en place une usine de transformation des produits agricoles



Tharcisse Sentore : « Ce n'est pas nécessaire d'avoir une grosse somme d'argent pour démarrer une activité génératrice de revenu »

### travailleur indépendant

Selon Tharcisse Sentore, son objectif à l'école n'était pas simplement d'obtenir un diplôme ou un certificat, mais de développer les compétences nécessaires pour générer des revenus.

« Je viens d'une famille pauvre et je savais que le nombre d'élèves et d'étudiants qui finissent leurs études augmente chaque année. J'étais conscient depuis la classe de 7ème que j'avais peu de chances de décrocher un emploi pour subvenir aux besoins de ma famille », témoigne Sentore avant de préciser qu'il a dû travailler comme domestique pendant cinq mois pour amasser un petit capital et lancer son propre business. Il touchait alors 40 000 FBu par mois.

Il explique qu'il n'avait que 100 000 FBu pour démarrer son commerce après avoir dépensé une partie de son maigre salaire pour fêter son certificat des humanités générales en 2019. Il a choisi de commencer

avec un petit projet : ouvrir une cafétéria dans son village natal à Ruvumu dans la commune de Kayokwe.

« Avec ce montant, j'ai pu louer une maisonnette pour 15 000 FBu par mois. J'ai payé une avance de deux mois », raconte Tharcisse. Il lui restait alors 70 000 FBu en poche. Avec cette somme, il a acheté quelques ustensiles dont trois gobelets, un bassin, un thermos pour 25 000 FBu ainsi que quelques produits alimentaires dont un kilo de sucre. « Je n'avais que 15 000 FBu pour acheter les ingrédients nécessaires à la préparation des beignets et faire tourner mon business », explique-t-il.

Malgré cela, le business de Sentore a évolué progressivement. « Pour chaque sou que je gagnais, j'achetais un autre article ou un autre ustensile », raconte-t-il.

### L'éducation financière, une obligation pour réussir dans les affaires

Son travail a été remarqué par sa mère qui lui a prêté 100 000 FBu pour augmenter son capital. Cela lui a permis de booster la production comme il disposait déjà d'un local de travail et des équipements. « Dans le business, n'importe qui peut te soutenir s'il a confiance en toi », confie Sentore.

Il ajoute que le secret de la réussite dans les affaires réside dans l'éducation financière qu'il considère comme le pilier de toute initiative entrepreneuriale. Cette éducation lui a permis en seulement cinq mois de rembourser le prêt que sa mère lui avait accordé et de commencer à vivre de son propre capital. « Pendant ce temps, j'ai jonglé avec les dépenses. Les frais de ration n'ont jamais dépassé le montant gagné et me voici aujourd'hui commerçant au marché provincial de Mwaro », explique-t-il.

Actuellement, il profite de la réhabilitation de la route Nyakarara-Mwaro-Gitega pour développer son business en approvisionnant des haricots, du maïs, de la farine, de l'huile et d'autres produits en provenance du marché de Gitega et d'autres régions

### Un message à l'endroit des jeunes migrants investis dans son pays d'origine

M. Sentore lance un appel aux jeunes qui envisagent de migrer à l'étranger à la recherche d'un emploi : « Avant de prendre une telle décision, je les invite à réfléchir sur l'impact de cette migration. Quoi qu'il en soit, les activités qu'ils exercent à l'étranger contribuent au développement d'autres pays. »

Il encourage donc sa génération à privilégier les investissements dans

leur pays d'origine : « J'appelle les jeunes de ma génération à investir dans leur propre pays », déclare-t-il, déplorant que de nombreux jeunes burundais préfèrent migrer en payant des sommes exorbitantes pour le transport et les visas. « Je ne comprends pas comment un jeune peut se targuer d'être chômeur tout en débloquent des millions de FBu pour un billet d'avion », s'indigne-t-il. Il constate également que certains jeunes préfèrent emprunter de l'argent pour le loisir au lieu de demander des prêts pour investir.

D'après lui, les jeunes qui souhaitent démarrer une activité génératrice de revenus mais qui manquent d'argent doivent d'abord établir un plan d'affaires avant de solliciter une assistance financière, en se basant sur des actions concrètes et les ressources disponibles.

### « Commencer avec rien et construire un empire »

« Ce n'est pas nécessaire d'avoir une grosse somme d'argent pour démarrer une activité génératrice de revenu. On peut commencer avec zéro FBu comme moi. Si quelqu'un veut cultiver des pommes de terre, il est tout à fait possible de commencer avec seulement 5 kg, puis d'augmenter la quantité au fil du temps jusqu'à plusieurs tonnes », explique le jeune commerçant. Il s'inspire également de l'expression anglaise : « Start by nothing and build an empire » (Commencez avec rien et construisez un empire).

Quant à ses perspectives d'avenir, Tharcisse Sentore envisage d'implanter une industrie de transformation des produits agricoles afin de limiter les importations et de créer de la valeur ajoutée localement.

Méchaël Tuyubahe

De domestique à



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE  
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR  
DES CADEAUX CUSTOMISÉS  
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,  
**HOPE DESIGN** VOUS PROPOSE  
DES GOURDES PERSONNALISÉES

